

Le nouveau ministre israélien de la Justice, une candidate génocidaire

11 mai
2015



Ayelet Shaked (députée du parti "Le Foyer Juif")

« Elles doivent mourir, et leurs maisons doivent être détruites de telle sorte qu'elles ne puissent plus abriter de terroristes. Elles sont toutes des ennemies, et leur sang devrait être sur nos mains. C'est aussi valable pour les mères des terroristes morts ».

Le nouveau gouvernement israélien, le quatrième formé par Benjamin Netanyahu, est le plus droitier qui ait jamais gouverné Israël.

Un symbole éloquent de ce nouveau glissement vers l'extrême-extrême-droite (sans Avigdor Lieberman !) est l'attribution du portefeuille de la Justice et de la présidence de la Commission des lois de la Knesset (parlement israélien) au parti fasciste de Naftali Bennett, "Le Foyer Juif". Et, au sein de ce parti, celle qui hérite de ce portefeuille n'est pas n'importe qui : il s'agit de Ayelet Shaked, députée qui en juillet 2014, pendant que l'armée israélienne se livrait à un massacre aveugle de civils, avait lancé via Facebook un vibrant appel à l'extermination de toutes les mères palestiniennes, et à vrai dire de la totalité de la population, vieillards et enfants compris.

C'est le 1er juillet, un jour avant qu'un jeune Palestinien de Jérusalem soit enlevé par des extrémistes sionistes et brûlé vif, que Ayelet Shaked avait proclamé que "*la totalité du peuple palestinien est l'ennemi*" et avait appelé à sa destruction "*y compris les vieillards et les femmes, ses villes et ses villages, ses propriétés et ses infrastructures*". En d'autres termes, un génocide accompagné d'une guerre d'anéantissement digne de "[l'opération Barbarossa](#)".

Cet appel au génocide des Palestiniens était extrait d'un article de l'ancien journaliste d'extrême-droite Uri Elitzur, devenu un des leaders du mouvement des colons, qui est devenu une force politique extrêmement puissante en Israël.

Ce "post" sur Facebook avait rapidement été "liké" et partagé un bon millier de fois avant d'être supprimé par Ayelet Shaked, mais pas assez vite pour qu'il ne soit pas préalablement [archivé](#). Des propagandistes sionistes ont par la suite tenté de faire croire que ce texte immonde n'a jamais existé, mais en vain : sur le web le crime laisse presque toujours des traces.

On pouvait donc lire sous la signature de la nouvelle ministre israélienne de la Justice (traduction via le site anglophone Mondoweiss) :

« *Le peuple palestinien nous a déclaré la guerre, et nous devons y répondre par la guerre. Pas une opération, pas un mouvement lent, pas une action de basse intensité, pas une escalade*

contrôlée, pas une destruction d'infrastructures terroristes, pas d'exécutions ciblées. Ca suffit, les références obliques. C'est la guerre. Les mots ont un sens. C'est la guerre. Pas une guerre contre la terreur, pas une guerre contre des extrémistes, pas même une guerre contre l'Autorité Palestinienne. Tout cela aussi ce sont des moyens de fuir la réalité. C'est une guerre entre deux peuples. Qui est l'ennemi ? Le peuple palestinien. Pourquoi ? Demandez-leur, c'est eux qui ont commencé.

Je ne sais pas pourquoi il est si difficile pour nous de définir la réalité avec les mots simples que le langage met à notre disposition. Pourquoi devons-nous inventer chaque semaine un nouveau nom pour la guerre, juste pour éviter d'appeler les choses par leur nom ? Qu'y a-t-il de si horrible au fait de comprendre que la totalité du peuple palestinien est l'ennemi ? Toute guerre met aux prises deux peuples, et dans toute guerre le peuple qui a déclenché les hostilités, ce peuple-là, est l'ennemi. Une déclaration de guerre n'est pas un crime de guerre. Y répondre par la guerre n'est certainement pas un crime. Pas plus que l'utilisation du mot "guerre", non plus qu'une désignation sans ambiguïté de l'ennemi.

Au contraire : la moralité de la guerre (oui, une telle chose existe) est basée sur l'hypothèse qu'il existe des guerres dans ce monde, et que la guerre n'est pas l'état normal des choses, et que dans les guerres l'ennemi est habituellement l'ensemble d'une population, y compris les vieillards et les femmes, ses cités et ses villages, ses propriétés et ses infrastructures. »

Il faut, à ce stade et puisque Ayelet Shaked insiste pour dire que "les mots ont un sens", évidemment rappeler qu'il n'y a jamais eu de "guerre" entre Israël et les Palestiniens. Pour qu'il y ait une guerre entre deux parties, il faut qu'entre elles existe sinon une égalité, du moins une commune mesure de forces. Entre Israël, dont l'armée est l'une des mieux pourvues en armements de dernière génération (en grande partie aux frais des contribuables des Etats-Unis) et les Palestiniens qui ne possèdent ni aviation, ni blindés, ni artillerie lourde, et dont les "missiles" sont pour une large partie bricolés avec des bouts de tuyau de récupération, il ne peut être question de guerre. Il y a d'une part une force écrasante qui commet des massacres, et de l'autre une résistance qui essaie tout juste de ne pas disparaître et de maintenir un espoir d'avenir.

La nouvelle ministre, adepte donc du génocide des Palestiniens et de la guerre d'anéantissement total, poursuivait :

« Et la moralité de la guerre sait qu'il n'est pas possible de ne pas blesser des civils ennemis. Elle ne condamne pas la Royal Air Force britannique, qui a bombardé et totalement détruit la ville allemande de Dresde, ou les avions U.S. qui ont détruit les villes de Pologne et réduit la moitié de Budapest en ruines, villes dont les habitants n'avaient jamais fait quoi que ce soit contre l'Amérique, mais qui devaient être détruites pour gagner la guerre contre le démon. La morale de la guerre ne requiert pas que la Russie ait été traînée devant la Justice pour le bombardement et la destruction de villes et de faubourgs en Tchétchénie. Elle ne dénonce pas l'action des forces de maintien de la paix de l'ONU pour la mort de centaines de civils en Angola, pas plus que les forces de l'OTAN pour avoir bombardé le Belgrade de Milosevic, alors que la ville était habitée par un million de civils, vieillards, bébés, femmes et enfants.

La morale de la guerre admet comme correct dans son principe, et non seulement politiquement, ce que l'Amérique a fait en Afghanistan, y compris les bombardements massifs de zones densément peuplées, y compris la création de ce fait d'un flot de centaines de milliers de réfugiés fuyant les horreurs de la guerre, dont des milliers n'ont aucun foyer vers lequel ils puissent retourner un jour. »

Ici, on fera simplement remarquer à Ayelet Sheked - qui établit une sorte de catalogue de crimes de guerres passés pour en tirer comme leçon qu'ils justifient ceux du futur (elle oublie opportunément les bombardements

nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki) - qu'une des singularités des bombardements démentiels sur Gaza était que les populations civiles n'avaient aucune possibilité de fuir, puisque le territoire de 6 à 12 km de large, totalisant 360 km², est pratiquement hermétiquement bouclé par l'armée d'occupation depuis des années (et on ne voit pas comment 1,5 million de personnes pourraient fuir par quelques tunnels artisanaux, sans nulle part où aller que le territoire ennemi ou la mer où rôdent ses patrouilleurs qui tirent à vue...). Cette criminelle revendiquée poursuivait encore :

« Et, dans notre guerre, c'est encore sept fois plus correct, car les soldats ennemis se dissimulent parmi la population, et ne peuvent combattre que grâce au soutien de celle-ci. Derrière chaque terroriste il y a une douzaine d'hommes et de femmes sans le soutien de qui il ne pourrait mener à bien son activité terroriste. Les acteurs de cette guerre sont ceux qui font de l'incitation dans les mosquées, qui écrivent des pamphlets pour les écoles, qui fournissent des abris, qui procurent des véhicules et tous ceux qui les honorent des leurs donnent leur soutien moral. Tous ceux-là sont des ennemis combattants, et leur sang retombera sur toutes leurs têtes. Maintenant, cela inclura les mères des martyrs, qui les expédient vers l'enfer avec des fleurs et des baisers. Elles devraient suivre leurs fils, rien ne serait plus juste. Elles le doivent, et les maisons dans lesquelles elles ont élevé ces serpents doivent être anéanties,, sans quoi d'autres serpents encore y grandiront. »

On voit ici le procédé classique de l'animalisation de l'ennemi, dont l'humanité est ainsi niée, et dont la destruction en tant que nuisible est exemptée de toute culpabilité.

Inutile de préciser que Sheked est féroce opposée à tout accord de paix avec l'Autorité Palestinienne sur base des "frontières" de 1967, un tel accord ne pouvant selon elle être autre chose qu'un "suicide national" pour Israël.

Elle se situe donc dans le droit fil de la vision politique de Naftali Bennett, qui alors qu'il était ministre de l'économie en 2013, avait déclaré au journal Yediot Aharonot : "*si vous attrapez des terroristes, vous devez simplement les tuer*". Et au journaliste qui objectait que c'est illégal, Bennet avait rétorqué : "*j'ai tué beaucoup d'Arabes sans ma vie. Je ne vois pas où est le problème*" ([voir ICI](#)).

Voilà donc qui Netanyahu (qui d'ailleurs ne vaut évidemment pas mieux) porte au pouvoir avec son nouveau gouvernement (qui n'aura qu'une majorité d'une seule voix au parlement, ce qui va donner à chaque parlementaire une sorte de droit de véto sur à peu près tout).

Le prochain qui parle de "processus de paix" ou de "solution à deux Etats", que faire sinon lui coller une tarte à la crème sur la gueule ?

»» <http://www.pourlapalestine.be/index.php>